

Défi et Ecolo à la recherche de la majorité perdue

Un catalogue de bonnes intentions. Reste le plus dur : trouver une majorité pour voter les textes.

Ecolo, Groen et Défi ont présenté mercredi les détails de leur accord sur la gouvernance politique à Bruxelles. Trente-deux mesures, selon Zakia Khattabi, coprésidente des écologistes francophones, censées stopper "les conflits d'intérêts", "la concentration du pouvoir" et "l'enrichissement personnel aux dépens des citoyens".

"Ceci n'est pas un accord gouvernemental", a ironisé Patrick Dupriez, l'autre coprésident, en référence à la salle Margritte de la Chambre où avait lieu la présentation. Il a souligné "l'absolue nécessité d'assainir les pratiques politiques", indépendamment des tractations pour la formation des gouvernements régionaux, parce que "c'est le fonctionnement même de notre système politique qui est malade".

Dans la liste des propositions, des symboles forts. A commencer par le décumul intégral entre les fonctions de député et de bourgmestre (ou échevin, ou président de CPAS), ainsi que la limitation absolue des rémunérations des mandataires publics à 150 % de l'indemnité parlementaire, c'est-à-dire en incluant les revenus privés dans le plafond.

En vrac, on trouve aussi des mesures sur le renforcement de la transparence, la dépolitisation de l'administration publique, l'extension des incompatibilités de fonctions des mandataires (y compris avec des métiers privés, tels qu'avocat, réviseur ou notaire), la participation citoyenne, ou la simplification des structures publiques bruxelloises.

Réponses au scandale du Samusocial

A cet égard, Ecolo, Groen et Défi proposent des réponses au scandale du Samusocial. Par exemple, la régionalisation de l'ASBL, la diminution "drastique"

du nombre des ASBL communales et paracommunales et la transparence sur les subventions publiques.

Si les trois partis espèrent que leurs mesures pourront être approuvées dans tous les parlements du pays, ils se concentrent pour le moment sur la seule

Région bruxelloise et déposeront des textes en septembre. "Nous voulons aller de l'avant, a commenté le président de Défi, Olivier Maingain, et c'est en Région bruxelloise que nous avons les leviers les plus puissants." C'est pour cette raison que la diminution du nombre de députés bruxellois, pourtant souhaitée par les trois partenaires, n'apparaît pas dans leur accord puisqu'elle dépend d'une loi spéciale fédérale, a ajouté M. Dupriez.

La tâche des écologistes et de Défi consiste à présent à trouver des majorités dans les deux groupes linguistiques du parlement bruxellois. "Je pense que c'est possible", a estimé Meyrem Almaci, présidente de Groen. Côté néerlandophone, elle dit avoir constaté une ouverture du ministre bruxellois Open VLD, Guy Vanhengel. Cela reste à prouver...

Si un consensus semble pouvoir se dégager, notamment, sur la rationalisation des structures publiques, ce qui est clair, aujourd'hui, c'est qu'il n'y a de majorité dans aucun des parlements du pays sur les deux mesures phares : le décumul intégral et l'intégration des revenus privés dans le plafond des rémunérations.

A. C.

"C'est le fonctionnement même de notre système politique qui est malade."

Patrick Dupriez
Coprésident d'Ecolo.